

ANNEXE 3

SALAIRES

ACCORD DE SALAIRES DU 2 JUILLET 1991

PREAMBULE

Cet accord représente un niveau de garanties salariales minima se situant au-delà des obligations légales ou conventionnelles préexistantes.

Il ne saurait avoir pour effet une quelconque remise en cause des avantages individuels acquis antérieurement existant dans les établissements.

Les dispositions du présent accord s'imposent aux rapports nés des contrats individuels, collectifs ou d'équipe, sauf si les clauses de ces contrats sont plus favorables aux salariés que celles du présent accord.

Les parties signataires déclarent également leur attachement à des politiques de rémunération incluant l'application :

- d'accords de participation pour les entreprises d'au moins 50 salariés
- ou d'accords d'intéressement, rappelant que l'existence d'un accord de salaires au niveau de la Chambre syndicale permettra aux entreprises la distribution de primes d'intéressement pouvant aller jusqu'à 15 % du total des salaires bruts (au lieu de 10 %), cela en application de la loi du 7.11.1990.

Affirmant leur attachement à une politique contractuelle, les partenaires sociaux décident de se rencontrer au moins tous les ans, étant donné que des réunions plus fréquentes peuvent avoir lieu en fonction des évolutions du coût de la vie.

TAUX EFFECTIFS GARANTIS

Il est institué un barème de taux effectifs garantis bruts annuels pour une durée annuelle de travail correspondant à un horaire mensuel de 169 heures.

Le barème de T.E.G. pour 1991 est le suivant :

CATEGORIES Coefficients	T.E.G. ANNUELS
140	65 500
145	66 000
155	66 660
170	67 200
180	69 200
190	73 300
215	77 350
225	81 300
240	85 250
255	90 500
270	94 550
285	101 300
305	108 100
335	115 250
365	126 500
395	136 900

Pour l'application des garanties ci-dessus, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité à l'exception :

- des primes d'ancienneté
- des majorations pour heures supplémentaires
- des indemnités pour travaux pénibles, insalubres et des remboursements de frais qui ne supportent pas de cotisations de Sécurité Sociale
- des versements effectués en application de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire.

Le barème ci-dessus fixant des garanties annuelles de rémunération correspondant à un horaire de travail mensuel de 169 heures sera adapté à l'horaire de travail de l'entreprise et applicable prorata temporis en cas de survenance en cours d'année :

- d'une entrée en fonction
- d'un changement de classement
- d'un départ de l'entreprise
- d'une absence pour laquelle il n'est pas prévu de maintien de rémunération.

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne verse pas la totalité de la rémunération (exemples : cas de chômage partiel, cas de maladie non indemnisée ou partiellement indemnisée...) seront également exclues de la comparaison et les valeurs du barème seront calculées prorata temporis.

S'agissant de rémunérations annuelles minimales, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à l'expiration du contrat de travail avec le cas échéant versement d'un appoint.

Les salaires effectifs garantis arrêtés par le présent accord n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques découlant de la dernière valeur du point applicable notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les T.E.G. n'ont donc pas à être pris en considération pour le calcul des primes d'ancienneté.

Ils n'ont pas non plus à supporter les majorations de 5 ou 7% résultant de l'accord du 21 avril 1980.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la Métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29.10.1990 paru au Journal Officiel du 1.11.1990.

Les parties s'engagent à demander l'extension du présent accord dès la signature de celui-ci.

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties signataires et pour le dépôt aux secrétariats des Conseils de Prud'Hommes de la Charente et à la Direction départementale du Travail et de l'Emploi dans les conditions prévues par le Code du Travail.

Fait à ANGOULEME, le 2 juillet 1991.

La Délégation salariée,

C.F.D.T.

F.O.

C.G.C.

La Délégation patronale,

Le Président,

Bernard LIPPI.

ACCORD DE SALAIRES DU 14 JANVIER 1993

Entre d'une part, la Chambre Syndicale de la Métallurgie de la Charente, représentée par son Président, Monsieur Bernard LIPPI

Et d'autre part, l'organisation syndicale C.F.D.T.

Est intervenu l'accord suivant :

1. - Les TAUX EFFECTIFS GARANTIS, tels que définis par le précédent accord signé le 2.7.1991 (étendu par arrêté du 3.1.1992 - J.O. du 18.1.1992) sont fixés pour l'année 1992 comme suit :

COEFFICIENTS	T.E.G. ANNUELS
140	68 440
145	68 541
155	68 641
170	68 892
180	70 936
190	74 772
215	78 902
225	82 932
240	86 962
255	92 319
270	96 480
285	103 414
305	110 349
335	117 585
365	129 142
395	139 695

Compte tenu de la date à laquelle intervient cette signature, les entreprises opéreront les régularisations utiles dès que possible et au plus tard avant fin février 1993.

2. - SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

Ces salaires minima conventionnels, déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié, servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective.

A compter du 1er février 1993, la valeur du point est fixée à 24,30 F, cette valeur étant portée, en application de l'avenant du 14.10.1983 (cf page 74 de la convention collective départementale) à 25,51 F pour le personnel "ouvrier" et à 26 F pour la "Maîtrise d'atelier".

Le présent accord établi conformément à l'article L. 132.1 du Code du Travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par le Code du Travail.

Fait à ANGOULEME le 14 janvier 1993.

La Délégation salariée,

C.F.D.T. : M. BAUER

La délégation patronale,

M. Bernard LIPPI.

SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS BRUTS

Accord du 1er Février 1993

METALLURGIE CHARENTE

Valeur du point : 24,30 F pour 169 H

NIVEAUX	COEFFICIENTS	SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS ADMINISTRATIFS TECHNICIENS	SALAIRES MAJORES DE 5 % POUR LES OUVRIERS (x) 25,51 F	SALAIRES MAJORES DE 7 % POUR LA MAITRISE D'ATELIER (x) 26 F
	395	9 598		10 270
V	365	8 869		AM 7 9 490
	335	8 140		AM 6 8 710
	305	7 411		AM 5 7 930
	285	6 925	TA 4 7 270	AM 4 7 410
IV	270	6 561	TA 3 6 888	
	255	6 196	TA 2 6 505	AM 3 6 630
	240	5 832	TA 1 6 122	AM 2 6 240
III	225	5 467		
	215	5 224	P 3 5 485	AM 1 5 590
	190	4 617	P 2 4 847	
II	180	4 374		
	170	4 131	P 1 4 337	
	155	3 766	O 3 3 954	
I	145	3 523	O 2 3 699	
	140	3 402	O 1 3 571	

(x) Incidence des accords nationaux du 30 janvier 1980
insérés dans la convention collective départementale le 21 Avril 1980

SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS BRUTS

Accord du 1er Février 1993

METALLURGIE CHARENTE

Valeur du point : 24,30 F pour 166 H 83 (38 H 30 hebdomadaires)

NIVEAUX	COEFFICIENTS	SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS ADMINISTRATIFS TECHNICIENS	SALAIRES MAJORES DE 5 % POUR LES OUVRIERS (x) 25,51 F	SALAIRES MAJORES DE 7 % POUR LA MAITRISE D'ATELIER (x) 26 F
	395	9 475		10 138
V	365	8 755		AM 7 9 368
	335	8 035		AM 6 8 598
	305	7 316		AM 5 7 828
	285	6 836	TA 4 7 177	AM 4 7 315
IV	270	6 477	TA 3 6 799	
	255	6 116	TA 2 6 421	AM 3 6 545
	240	5 757	TA 1 6 043	AM 2 6 160
III	225	5 397		
	215	5 157	P 3 5 414	AM 1 5 518
	190	4 558	P 2 4 785	
II	180	4 318		
	170	4 078	P 1 4 281	
	155	3 718	O 3 3 903	
I	145	3 478	O 2 3 651	
	140	3 358	O 1 3 525	

(x) Incidence des accords nationaux du 30 janvier 1980
insérés dans la convention collective départementale le 21 Avril 1980